Pierre-Marie GRONDIN â€“ pS-Eau

Le soutien aux initiatives locales - La prioritÃ© de l'aide au dÃ©veloppement doit Ãªtre de dÃ©velopper une capacitÃ© rÃ©elle d
soutien aux initiatives locales. H2o-IRC janvier 2005.

Le soutien aux initiatives locales

l'interview de Pierre-Marie GRONDIN

directeur de pS-EAU, le programme SolidaritÃ© EauÂ - France

propos recueillis par Martine LE BEC

Sources Nouvelles, IRC - janvier-fÃ©vrier 2005

H2o - mars 2005

Â

Le programme SolidaritÃ© Eau (pS-Eau) a fÃªtÃ© en novembre dernier son 20Ã¨me anniversaire. CrÃ©Ã© en vue de faciliter l'accÃ¨s Ã l'eau potable et Ã l'assainissement dans les pays du sud, le rÃ©seau regroupe aujourd'hui plus de 4 000 partenaires, dont 3 200 implantÃ©s en Afrique, ou en liaison avec le continent. Notre entretien avec Pierre-Marie Grondin, directeur.

pS-Eau a Ã©tÃ© crÃ©Ã© en 1984, avec quels objectifs ?

pS-Eau a Ã©tÃ© crÃ©Ã© en vue de faciliter les initiatives locales de coopÃ©ration internationale et d'encourager la cohÃ©rence ces actions. Pour atteindre ces objectifs, l'association dÃ©veloppe des activitÃ©s d'Ã©change et de concertation, de capitalisation, de diffusion de l'information, d'appui aux porteurs de projet et d'animation de groupes de travail. Bien que prÃ©pondÃ©rant, le conseil et l'accompagnement gratuit des ONG et des collectivitÃ©s n'absorbe qu'une part minime de notre budgetÂ ; l'essentiel (au moins 80 %) est dÃ©diÃ© Ã la conduite de programmes de recherche-action et Ã la conduite d'actions spÃ©cifiques en rÃ©ponses aux demandes de ses membres. pS-Eau anime ainsi un certain nombre de programmes gÃ©ographiques (en MÃ©diterranÃ©e ainsi que sur le bassin du fleuve SÃ©nÃ©gal) ou thÃ©matiques : l'eau potab et l'assainissement dans les quartiers pÃ©riurbains, la gestion des dÃ©chets et de l'assainissement ou encore la relation entre les migrations, le dÃ©veloppement et l'initiative Ã©conomique.Â

En tant qu'animateur - ou "booster" - de projets, quelle apprÃ©ciation portez-vous sur la coopÃ©ration internationale ? En vingt ans, comment le paysage s'est-il transformÃ© et comment ces Ã©volutions sont-elles apprÃ©hendÃ©es en France ?

Le paysage s'est effectivement profondÃ©ment transformÃ©. La coopÃ©ration s'est notamment trÃ¨s largement dÃ©concentrÃ©
Cela pose d'ailleurs en France un certain nombre de problÃ¨mes. Il y a d'un cÃ´tÃ©, la volontÃ© des pouvoirs publics de concentrer leurs appuis sur un nombre limitÃ© d'acteurs disposant d'une forte capacitÃ© d'action et, de l'autre cÃ´tÃ©,Â la rÃ©alitÃ© : une multitude de petites structures qui sont maintenant autant d'acteurs de la coopÃ©ration dÃ©centralisÃ©e. Cela e
une caractÃ©ristique franÃ§aise, autant issue de la loi de 1901 que de l'existence de prÃ¨s de 36 000 communes. En dÃ©finitive, alors que les fonds existent, les petites collectivitÃ©s et organisations non gouvernementales Ã©prouvent d'Ã©normes difficultÃ©s pour trouver des appuis rÃ©guliers. Qui plus est, lorsque les fonds sont dÃ©bloquÃ©s, c'est toujours tardivement.

Comment sur le terrain se traduit cette dÃ©concentration de la coopÃ©ration ?

Les fonds disponibles sont de plus en plus directement orientÃ©s vers les agences locales, implantÃ©es dans les pays en dÃ©veloppement. C'est une dÃ©marche engagÃ©e depuis dÃ©jÃ un certain temps mais qui a parfois des difficultÃ©s Ã se concrÃ©tiser sur le terrain. Cette dÃ©concentration est aussi dÃ©pendante de l'Ã©volution de la politique d'appui au dÃ©veloppement du gouvernement franÃ§ais. Des instances de concertation ont Ã©tÃ© mises en place, entre le MAE (Affaires Ã©trangÃ¨res), l'AFD (Agence franÃ§aise de dÃ©veloppement), le MEDD (Ã‰cologie et DÃ©veloppement durable), le MINEFI (Finances) et la sociÃ©tÃ© civile, par le biais notamment du HCCI (Haut ComitÃ© de la CoopÃ©ration Internationale) et du CICID, le ComitÃ© interministÃ©riel de la coopÃ©ration internationale et du dÃ©veloppement (CICID), crÃ©Ã© fin 1999.

Vous jugeriez la politique franÃ§aise plus ou moins bien adaptÃ©e par rapport aux autres politiques, allemande, anglaise ou nÃ©erlandaise ?

Chaque pays a ses spÃ©cificitÃ©s et ses outils, et il n'existe sans doute pas de solution miracle. Qu'elles soient suisse, allemande, nÃ©erlandaise, franÃ§aise ou anglaise, les politiques de coopÃ©ration ont un point commun : la discontinuitÃ©. Il y a parfois des revirements spectaculaires et qui ne sont pas toujours liÃ©s, loin s'en faut, Ã l'efficacitÃ© - ou l'inefficacitÃ© - des aides.

Quelles sont les solutions que pS-Eau prÃ©coniserait ?

Il s'agirait prioritairement de dÃ©velopper une capacitÃ© rÃ©elle Ã aider et soutenir les initiatives locales. Pour l'instant, la majeure partie des aides repose sur des fonds "souverains", dirigÃ©s vers les Ã‰tats alors qu'il s'agirait au contraire d'orienter les fonds directement vers les acteurs locaux. Aujourd'hui les besoins s'orientent aussi davantage sur la pÃ©rennisation des services. Le plus souvent, les services et les structures ont Ã©tÃ© mis en place, mais ils sont peu performants et pas rentables. Les fonds arrivent lorsque plus rien ne marche et qu'il faut tout recommencer. LÃ -dessus vient se greffer un autre problÃ¨me : celui d'une fiscalitÃ© locale en gÃ©nÃ©ral trÃ¨s faible. La fiscalitÃ© - comme les factures d'eau - remonte Ã la capitale et ne redescend qu'avec retard et jamais intÃ©gralement. Des rÃ©formes sont en cours dans certains pays mais qu'il faut accompagner et renforcer. Bien souvent les collectivitÃ©s locales n'ont pas non plus la personnalitÃ© morale, et se retrouvent donc dans l'incapacitÃ© absolue de travailler avec les banques et donc d'emprunter.

Les acteurs locaux ont-ils d'ailleurs les capacitÃ©s requises, notamment de gestion ?

Pas forcÃ©ment. L'enseignement et la formation ont progressivement Ã©tÃ© dÃ©laissÃ©s dans la coopÃ©ration. Il en rÃ©sulte le niveau de qualification a beaucoup baissÃ© dans de nombreux pays. En fait, cela a jouÃ© comme un effet de ciseaux :

parallÃ¨lement Ã la mise en place de stratÃ©gies de dÃ©veloppement, les directions de l'eau et de l'assainissement se sont Ã©toffÃ©es de gens trÃ¨s qualifiÃ©s mais, en face, au niveau local, il y a de moins en moins de techniciens disposant d'une rÃ©elle capacitÃ© d'intervention. LÃ aussi des retards considÃ©rables ont Ã©tÃ© pris, il s'agit aussi maintenant de rattraper. .